CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 9 février 1988

La séance est ouverte à 11 heures.

Prières

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

PRÉSENTATION DES 27^E ET 28^E RAPPORTS DE L'ASSOCIATION
PARLEMENTAIRE CANADIENNE DE L'OTAN

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Monsieur le Président, au nom du président de l'Association parlementaire de l'OTAN et aux termes de l'article 101 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, les vingt-septième et vingt-huitième rapports de l'Association parlementaire canadienne de l'OTAN.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

* * *

LE CODE CRIMINEL

MESURE MODIFICATIVE

M. Roland de Corneille (Eglinton—Lawrence) demande à présenter le projet de loi C-281, tendant à modifier le Code criminel (fausses nouvelles et propagande haineuse).

M. le Président: Le député est-il autorisé à présenter le projet de loi?

Des voix: D'accord.

M. de Corneille: Monsieur le Président, je voudrais présenter ce projet de loi qui vise à modifier les dispositions du Code criminel du Canada relativement aux fausses nouvelles et à la propagande haineuse.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

[Français]

LE CODE CANADIEN DU TRAVAIL (BRISEURS DE GRÈVE ET SERVICES ESSENTIELS)

MESURE MODIFICATIVE

M. Louis Plamondon (Richelieu) demande la permission de présenter le projet de loi C-282 intitulé Loi modifiant le Code canadien du travail (briseurs de grève et services essentiels).

M. le Président: Plaît-il à la Chambre d'autoriser le député à présenter le projet de loi?

Des voix: D'accord.

M. Plamondon: Monsieur le Président, il me fait plaisir de déposer un projet de loi privé, Loi modifiant le Code canadien du travail (briseurs de grève et services essentiels). Ce projet de loi a pour but d'interdire l'embauche de personnes afin de remplacer les employés d'une société d'État en grève ou en lock-out. Ce projet de loi vise également à maintenir les services essentiels lors d'une grève ou d'un lock-out au sein d'une société d'État.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

LE PROJET D'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, j'ai bien l'honneur de présenter une pétition au nom de citoyens de Salmon Arm, Eagle Bay, Vernon, Burnaby et Maple Ridge, en Colombie-Britannique, qui sont d'avis que le gouvernement conservateur n'a pas été mandaté par les Canadiens pour conclure un accord commercial avec les États-Unis.

Ils estiment que cet accord menace la souveraineté politique et économique de notre pays en privant le gouvernement du pouvoir de contrôler efficacement la propriété étrangère, d'exploiter nos ressources énergétiques nationales dans l'intérêt bien compris des Canadiens et d'offrir des chances égales à toutes les régions du Canada.